

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE SAONE ET LOIRE
VILLE DE MACON

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N° 646-2024-RG

OBJET :

Nous, Maire de la Ville de MACON,

**PLANTATIONS ET
INSTALLATION DE MOBILIER
URBAIN**

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, dans ses articles L.132-1, L.511-1 et L.511-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, dans ses articles L.2213-1 à
L. 2213-6,

RUE JEAN MERMOZ

Vu le Code de la Route, dans ses articles R. 411-21-1 et R. 417-10 II 10°,
Vu l'arrêté municipal du 08 octobre 1963 portant Règlement Général de la
circulation et les arrêtés subséquents qui l'ont complété et modifié,

**DU 1^{ER} OCTOBRE AU 29
NOVEMBRE 2024**

Considérant qu'en raison des travaux suivants :

Plantations et installation de mobilier urbain,

Il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique, et régler la
circulation et le stationnement,

Sur proposition de M. le Directeur Général de la Ville de Mâcon,

ARRETONS

Article 1^{er} :

L'entreprise :

- **ID VERDE – 75, route des Combes – 71000 VARENNES-LES-MACON**

est autorisée à effectuer du **1^{er} octobre au 29 novembre 2024,**

les travaux suivants :

Plantations et installation de mobilier urbain,

sur les lieux et voies ci-après :

Rue Jean Mermoz.

Article 2 :

Les mesures de réglementation suivantes seront appliquées pendant la durée des
travaux, à savoir du 1^{er} octobre au 29 novembre 2024 :

- **Rue Jean Mermoz, la circulation sera réduite sur une voie au fur et à mesure de l'avancement du chantier et alternée par la mise en place de panneaux amovibles ;**
- **Le stationnement sera interdit et réputé gênant au fur et à mesure de l'avancement du chantier.**

Article 3 :

La présignalisation et la signalisation réglementaires seront mises en place par l'entreprise **et, s'agissant du stationnement, au moins 7 jours avant le début des travaux.**

Article 4 :

L'accès des riverains sera maintenu, ainsi que le libre passage des véhicules sanitaires et de sécurité.

Article 5 :

Les services de police pourront être amenés à prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité publique.

Ils pourront également faire procéder à l'enlèvement des véhicules restés en stationnement sur les emplacements interdits à l'article 2, et dont les dépens seront à la charge du contrevenant.

Article 6 :

Toute intervention du service gestionnaire de la voirie, en cas de danger pour les usagers, sera facturée directement à l'entreprise.

Article 7 :

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de mise en ligne ou, en cas de mise en ligne impossible, de sa date d'affichage.

Article 9 :

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mâcon, M. le Commissaire Général et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le **24 SEP. 2024**

**Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué,**



Maxim PLAT